



L'inscription pour la participation virtuelle à Wikimania est ouverte !
Inscrivez-vous pour participer en ligne.
21-25 juillet



[Aidez-nous à traduire !]

Boris Vallaud

4 langues

Article [Discussion](#)

Lire [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#)

↻ Pour les articles homonymes, voir [Vallaud](#).

Boris Vallaud, né le 25 juillet 1975 à [Beyrouth \(Liban\)](#), est un **haut fonctionnaire** et **homme politique français**.

Ancien élève de l'[ENA](#), il collabore avec [Arnaud Montebourg](#) au [conseil général de Saône-et-Loire](#) de 2008 à 2012, puis au [ministère de l'Économie](#) de 2012 à 2014. Il est ensuite [secrétaire général adjoint de la présidence de la République](#), de 2014 à 2016.

Investi par le [Parti socialiste](#), il est élu [député](#) dans la [3^e circonscription des Landes](#) lors des [élections législatives de 2017](#). Il est réélu député socialiste aux [élections législatives de 2022](#) dans la coalition [NUPES](#), puis aux [législatives de juillet 2024](#) sous les couleurs du [Nouveau Front Populaire](#).

Il est élu président du [groupe socialiste](#) à l'[Assemblée nationale](#) en juin 2022, succédant ainsi à [Valérie Rabault](#), puis réélu en 2024.

Biographie [modifier | modifier le code]

Famille et études [modifier | modifier le code]

Né le 25 juillet 1975 à [Beyrouth](#)¹, Boris Vallaud est le fils de [Pierre Vallaud](#)², historien puis directeur d'une maison d'édition, et de l'agrégée d'histoire Dominique Vallaud^{3,4}. Par ailleurs

Boris Vallaud



Boris Vallaud en juillet 2024.

Fonctions

Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale

En fonction depuis le 28 juin 2022
(4 ans et 12 jours)

| | |
|---------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Élection | 23 juin 2022 |
| Réélection | 10 juillet 2024 |
| Législature | XVI ^e et XVII ^e (Cinquième République) |
| Prédécesseur | Valérie Rabault |



Najat Vallaud-Belkacem, son épouse.

filleul du politologue [Antoine Sfeir](#)⁵, il dit avoir « gardé un attachement romantique [au Liban] et à la Méditerranée »⁶. Il a des attaches dans les [Landes](#) : ses grands-parents sont enterrés à [Saint-Sever](#) et il est propriétaire d'une maison à [Hontanx](#)⁷. Boris Vallaud est né avec une [hypertrophie](#) de sa main droite⁸.

Titulaire d'une [maîtrise en droit public](#)⁹, il est diplômé en 2000 de l'[Institut d'études](#)

[politiques de Paris](#)¹⁰, où il rencontre [Najat Belkacem](#)¹¹ qu'il épouse le 27 août 2005 à [Hontanx](#). Ils sont parents de [jumeaux](#) (un garçon et une fille) : Louis-Adel et Nour-Chloé, nés en 2008^{12,13}.

Il entre ensuite à l'[ENA](#). Il fait partie de la [promotion Léopold Sédar Senghor](#) dont est notamment issu [Emmanuel Macron](#)^{14,15}.

Parcours professionnel [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le choix de la préfecture [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À la sortie de l'ENA, Boris Vallaud choisit le [corps préfectoral](#)¹⁶. Il devient alors directeur de cabinet du préfet du [Gard](#) puis [secrétaire général de la préfecture](#) des [Landes](#) de 2006 à 2008¹⁵.

Les années Saône-et-Loire (2008-2012) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 2008, il rejoint [Arnaud Montebourg](#), alors président de département, comme [directeur général des services](#) au [conseil général de Saône-et-Loire](#) (2008-2012)¹⁷. *L'Obs* affirme qu'à ce poste, il « taillait drastiquement dans les dépenses » ; [Benjamin Griveaux](#), alors vice-président du conseil général, indiquera en 2017 qu'il a « plutôt connu » Boris Vallaud « en [Merkel](#) de Saône-et-Loire » qu'en « [Rosa Luxemburg](#) à Paris »¹⁸. Pour Boris Vallaud, cette expérience au département de Saône-et-Loire est « ce que j'ai fait de plus intéressant jusque-là dans ma carrière », en rappelant les « grandes difficultés financières » de la collectivité à son arrivée¹⁶.

Député français

En fonction depuis le **21 juin 2017**
(9 ans et 19 jours)

| | |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Élection | 18 juin 2017 |
| Réélection | 19 juin 2022 7 juillet 2024 |
| Circonscription | 3 ^e des Landes |
| Législature | XV ^e , XVI ^e et XVII ^e (Cinquième République) |
| Groupe politique | NG (2017-2018) SOC (depuis 2018) |
| Prédécesseur | Monique Lubin (indirectement) |

Conseiller départemental des Landes

En fonction depuis le **1^{er} juillet 2021**
(5 ans et 9 jours)

| | |
|-----------------|-----------------------------------------|
| Avec | Agathe Bourreterre |
| Élection | 27 juin 2021 |
| Circonscription | Canton d'Adour Armagnac |
| Président | Xavier Fortinon |
| Prédécesseur | Xavier Lagrave |

Porte-parole du Parti socialiste

15 avril 2018 – 12 avril 2023
(4 ans, 11 mois et 28 jours)

| | |
|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Avec | Pierre Juvet Gabrielle Siry Dieynaba Diop |
| Premier secrétaire | Olivier Faure |

Conseiller auprès du président de la République française

1^{er} janvier – 15 mai 2017
(4 mois et 14 jours)

| | |
|-----------|-----------------------------------|
| Président | François Hollande |
|-----------|-----------------------------------|

Secrétaire général adjoint de la présidence de la République française

17 novembre 2014 – 30 décembre 2016
(2 ans, 1 mois et 13 jours)

| | |
|--------------------|------------------------------------------------------------------|
| Président | François Hollande |
| Secrétaire général | Jean-Pierre Jouyet |
| Prédécesseur | Emmanuel Macron Nicolas Revel |
| Successeur | Thomas Cazenave |

Biographie

| | |
|-------------------|-----------------------------|
| Date de naissance | 25 juillet 1975 (50 ans) |
|-------------------|-----------------------------|

Les années Hollande (2012-2017) [modifier | modifier le code]

Après la victoire de [François Hollande](#) à l'[élection présidentielle de 2012](#) et celle du [Parti socialiste](#) aux [élections législatives de 2012](#), il suit [Arnaud Montebourg](#) comme conseiller (2012-2013) et directeur de cabinet au ministère du redressement productif puis au ministère de l'Économie (2013-2014)¹⁹.

Après avoir refusé plusieurs fois de devenir [directeur de cabinet](#) d'[Emmanuel Macron](#), successeur d'Arnaud Montebourg⁵, il est nommé [secrétaire général adjoint de la présidence de la République](#) le 17 novembre 2014^{20,21}. À ce poste, il participe notamment aux arbitrages concernant la [loi Travail](#), avec laquelle « il [n'est] pas très à l'aise » selon un ancien collègue²², et s'oppose parfois au ministre Emmanuel Macron, qui cherche à durcir le texte, en s'inquiétant notamment de l'opposition de la [CFDT](#) ; il évoque à ce sujet « un accident industriel majeur »²². Il est également, selon *L'Opinion*, « l'œil industriel de l'Élysée sur [Areva](#) », alors en cours de restructuration²³. Selon *Les*

Inrockuptibles, il s'oppose en interne à la proposition polémique de François Hollande sur la [déchéance de la nationalité](#) pour les binationaux à la suite des [attentats du 13 novembre 2015](#), citant les « menaces de morts envoyées à sa femme durant cette période et les attaques sur sa double nationalité »⁵.

En décembre 2016, il quitte le secrétariat général de l'Élysée, tout en restant conseiller du président François Hollande^{24,25}. Avant le renoncement de François Hollande à se présenter à l'[élection présidentielle de 2017](#), il travaille avec [Constance Rivière](#), sa conseillère spéciale chargée de la culture et de la citoyenneté, et [Guillaume Bachelay](#), numéro 2 du PS, sur les idées de sa possible campagne²⁶. *Libération* relève que « pendant le quinquennat, il réussit la prouesse de passer de la [fronde](#) à la hollandie, sans perdre son âme »²⁷.

Parcours politique [modifier | modifier le code]

Député de la XV^e législature (2017-2022) [modifier | modifier le code]



Boris Vallaud en 2018 en séance dans l'hémicycle de l'Assemblée

Il se présente aux [élections législatives de 2017](#) dans la [3^e circonscription des Landes](#), où était élu [Henri Emmanuelli](#)²⁸, une circonscription historiquement socialiste. Soutenu par ce dernier jusqu'à son décès en mars, Boris Vallaud obtient l'investiture du PS après avoir remporté une primaire interne au sein de la fédération des Landes, avec 63,5 % des votes des militants face au conseiller départemental Paul Carrère, fils du sénateur PS [Jean-Louis Carrère](#)²⁹. À l'issue du premier tour, il arrive en 2^e position avec 25,33 % des suffrages exprimés, dix points derrière Jean-Pierre

| | |
|--------------------------|------------------------|
| Lieu de naissance | Beyrouth (Liban) |
| Nationalité | Française |
| Parti politique | PS |
| Père | Pierre Vallaud |
| Conjoint | Najat Vallaud-Belkacem |
| Diplômé de | IEP de Paris ENA |
| Profession | Haut fonctionnaire |



Secrétaires généraux adjoints de la présidence de la République

[modifier](#)



nationale, à droite du 2^e rang.

Steiner, candidat [La République en marche](#)³⁰. Il l'emporte au

second tour en obtenant 50,75 % des suffrages³¹. Il est l'un des

trois seuls députés socialistes non sortants à avoir été élus lors de ces élections législatives³². Il est porte-

parole du [groupe Nouvelle Gauche](#)³³ qui devient ensuite « groupe Socialistes et apparentés ».

Au début de la législature, *Le Journal du dimanche* le situe parmi « les 10 députés qui vont peser dans le quinquennat » : « Depuis son élection dans les Landes, il donne de la voix : il a été l'un des cinq députés socialistes à ne pas voter la confiance au [second gouvernement Philippe](#) et se montre l'un des plus acerbes sur l'action de l'exécutif »³⁴. Après six mois de législature, il est le 14^e député le plus actif selon le classement établi par *Capital*, avec notamment 40 présences en commission et 283 amendements³⁵.

Dans le contexte de l'[affaire Benalla](#), il met au jour une disposition permettant à la [commission des Lois](#) de se doter des prérogatives d'une [commission d'enquête](#)³⁶.

Membre de la [commission des Affaires sociales](#)¹, il s'oppose à la [réforme du code du travail](#) par ordonnances : *Mediapart* indique qu'il « entend porter une contradiction moins radicale que celle des [insoumis](#) et des [communistes](#), mais en réfutant une quelconque continuité avec la [loi sur le travail de Myriam El Khomri](#), à l'élaboration de laquelle il avait participé depuis l'Élysée, tout en reconnaissant ne pas avoir gagné tous les arbitrages »³². Pour *Les Échos*, il « s'est révélé lors des travaux sur la réforme du Code du travail [...]. Tandis qu'[Adrien Quatennens](#) se faisait remarquer dans l'hémicycle, c'est au sein de la commission des Affaires sociales que le nouveau député des Landes s'est illustré, se positionnant comme co-rapporteur de la mise en application de la loi et en proposant un grand nombre d'[amendements](#) »³³. Il n'est pas présent à la manifestation du 12 septembre 2017, organisée par la [CGT](#), alors que le PS appelle à y participer³⁷.

Opposé aux réformes de la fonction publique et de l'assurance chômage, ainsi qu'à la ratification du traité [CETA](#) et aux mesures sur l'immigration, il dénonce « le strabisme dangereux » d'Emmanuel Macron qui regarderait « vers l'extrême droite », et dénonce un « président populiste »³⁸. Alors que le gouvernement a engagé la privatisation d'[Aéroports de Paris \(ADP\)](#) dans le cadre de la [loi relative à la croissance et la transformation des entreprises](#) (dite PACTE), il est parmi les initiateurs du déclenchement de la procédure du [référendum d'initiative partagée \(RIP\)](#)³⁹ pour que les Français se prononcent pour ou contre cette privatisation. Opposant à la [réforme des retraites de 2020](#), il prépare la saisine du [Conseil constitutionnel](#)⁴⁰. Avec [Hervé Saulignac](#), il défend, à travers une [proposition de loi](#), la création d'une dotation universelle pour tous les jeunes de 18 ans et d'un [revenu de base](#) inconditionnel⁴¹.

Député de la XVI^e législature (2022-2024) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En mai 2022, il est investi par le [Parti socialiste](#), pour la coalition [Nouvelle Union populaire écologique et sociale](#)⁴², dans la troisième circonscription des [Landes](#)^{43,44}. Il est réélu député au second tour des élections législatives à 59,93 %, contre 40,07 % pour son adversaire Jean-François Broquères, candidat [LREM-Renaissance](#)⁴⁵. Le journal *Sud Ouest* souligne que Boris Vallaud « améliore son score de 2017 de plus de 5 000 voix » et obtient « le meilleur score des députés réélus des Landes »⁴².

Le 23 juin 2022, il est élu président du [groupe Socialistes et apparentés](#), membre de l'[intergroupe NUPES](#) à l'[Assemblée nationale](#)^{46,47}, succédant ainsi à [Valérie Rabault](#)⁴⁸.

Dans un entretien à [L'Express](#) en octobre 2023, Boris Vallaud déclare que les socialistes gèlent leur participation à l'intergroupe de la NUPES : « Je le dis peiné : la Nupes, ça ne marche pas, ça marche mal ». Il décrit [Jean-Luc Mélenchon](#) comme un homme qui « interfère, empêche » et revient sur les propos de certains cadres insoumis sur l'[attaque du Hamas du 7 octobre](#) qui divergent de la position des socialistes⁴⁹ comme des autres partis de gauche⁵⁰. Toutefois, selon le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, « les socialistes croient au rassemblement de toute la gauche pour une alternative en 2027 »⁵¹.

Député de la XVII^e législature (depuis 2024) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Boris Vallaud arrive en tête au premier tour avec 37,1 % des suffrages, il est réélu avec 56,65 % des voix exprimées face à la candidate [RN Sylvie Franceschini](#), qui totalisait 43,35 %^{52,53}. [Le Monde](#) souligne qu'« il s'agissait du premier duel avec un candidat d'extrême droite pour le député sortant, qui avait affronté des macronistes en 2017 puis 2022 et remporté les dernières élections législatives avec près de 60 % des voix, dans une circonscription acquise aux socialistes depuis 1978 »⁵⁴.



Réélection de Boris Vallaud en 2024.

Il est réélu président du [groupe Socialistes et apparentés](#), le 10 juillet 2024, à l'[unanimité](#)^{55,56}. Il siège à la [commission de la Défense nationale et des Forces armées](#)¹.

Le 26 juin 2025, la suite de l'échec du « conclave sur les retraites » lancé par le Premier ministre [François Bayrou](#) en échange d'un accord de non-censure du groupe socialiste, Boris Vallaud dépose, avec 65 de ses collègues, une motion de censure pour faire chuter le gouvernement⁵⁷.

Conseiller départemental des Landes [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 2021, il se présente aux [élections départementales des Landes](#), dans le canton d'[Adour Armagnac](#). À l'issue du premier tour, il finit premier avec 44,32 % des suffrages exprimés⁵⁸. Il est élu au second tour avec 57,58 % des voix et renverse ainsi un canton traditionnellement ancré à droite⁵⁹.

Cadre du Parti socialiste [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 2017, il est l'invité d'honneur de la [Fête de la rose de Frangy-en-Bresse](#) organisée par [Arnaud Montebourg](#)²⁷.

Boris Vallaud soutient [Olivier Faure](#) en vue du [congrès d'Aubervilliers](#) d'avril 2018⁶⁰. Ils appartiennent tous deux au groupe dit des « quadras », une dizaine de cadres du PS qui se sont soudés à la fin de la [présidence de François Hollande](#), par lequel Boris Vallaud « réfléchit à la nouvelle doctrine du socialisme »⁶¹, et qui était disposé à se ranger derrière [Najat Vallaud-Belkacem](#) avant son renoncement⁶².

Après l'élection d'Olivier Faure comme [premier secrétaire](#), il envisage de lui succéder à la présidence du [groupe Nouvelle Gauche](#) à l'Assemblée et se retire avant l'élection⁶³, constatant qu'il n'aurait pas les suffrages nécessaires face à [Valérie Rabault](#)⁶⁴. Quelques jours plus tard, il est désigné porte-parole du PS et secrétaire national à l'Europe⁶⁵.

En 2018, il est critiqué par des figures [socialistes](#), notamment par [François Rebsamen](#) et par [Stéphane Le Foll](#), pour avoir accepté l'invitation à une table ronde de l'université d'été de [La France insoumise](#)^{66,64}.

En vue de l'[élection présidentielle de 2022](#), il est chargé du projet du PS et plaide pour « une large union de la gauche en alternative crédible à [Emmanuel Macron](#) et [Marine Le Pen](#) »^{67,68,69}. *Paris Match* le présente comme « le socialiste fâché avec personne » dans la gauche, indiquant qu'il a « été sollicité par les équipes d'[Anne Hidalgo](#) et d'[Arnaud Montebourg](#) » tout en étant proche, dans la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, de [Pierre Dharréville](#) (PCF) et de [Caroline Fiat](#) ([La France insoumise](#))⁶⁸. Une fois Anne Hidalgo désignée par le PS, il devient responsable de l'équipe de ses porte-paroles⁷⁰.

Il se porte candidat au poste de premier secrétaire à l'occasion du [congrès de 2025](#) du parti⁷¹, face à [Olivier Faure](#) et [Nicolas Mayer-Rossignol](#)⁷². Son texte d'orientation se classe troisième obtient 17,4 % des suffrages⁷³. S'il ne donne pas de consigne de vote pour le second tour aux soutiens de son texte, il annonce voter à titre personnel en faveur d'Olivier Faure (dont le texte d'orientation est arrivé en tête) pour le poste de premier secrétaire⁷⁴. Ce dernier est réélu avec 50,9 % des suffrages⁷⁵. Boris Vallaud intègre la direction nationale du parti, composée à « 30 % » de ses proches. Le 24 mai 2025, il lance l'académie [Léon Blum](#), [think tank](#) et institut de formation du Parti socialiste⁷⁶ ainsi que *Le Nouveau Populaire*, média des socialistes⁷⁷. Il est officiellement nommé président de l'académie Léon Blum⁷⁸.

Le 8 mai 2026, il quitte la direction du PS et dénonce la « stratégie d'isolement » d'Olivier Faure⁷⁹.

Prises de position [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Affaire CumCum et justice fiscale [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 2018, Boris Vallaud travaillait avec l'économiste [Gabriel Zucman](#) sur la taxation des multinationales. Il constate alors « qu'il manque des dizaines de milliards d'euros dans le budget des États, 20 % du produit de l'impôt sur les entreprises ». Il réfléchissait alors à « mieux taxer, que ce ne soit pas les PME qui payent ce que les multinationales ne payent pas »⁸⁰. Ils proposent ensemble une réforme de la taxation des multinationales basée sur leur chiffre d'affaires⁸¹.

Au même moment, *Le Monde* et un collectif de médias internationaux dévoilent l'affaire des [CumEx Files](#). Considérant l'affaire comme « de la fraude fiscale aggravée »⁸⁰, Boris Vallaud porte plainte contre X pour blanchiment de fraude fiscale et escroquerie aggravée auprès du parquet national financier le 29 novembre 2018. Lors d'une réunion publique dans sa circonscription des [Landes](#), il évoque sa démarche auprès des habitants. 250 se joignent alors à lui et portent également plainte, avec le « Collectif de Citoyens en Bande Organisée »⁸². Boris Vallaud justifie cet intérêt par « un appétit de justice énorme : les gens ne sont pas contre payer des impôts, ils veulent que tout le monde les paye »⁸⁰.

Le 28 mars 2023, cinq grandes banques françaises sont perquisitionnées simultanément⁸³ pour fraude fiscale sur les dividendes. Ce qui est appelé « la plus grosse opération de l'histoire du [Parquet National Financier](#) »⁸⁰ a pour « origine la plainte du député socialiste des Landes », raconte le média *20 Minutes*⁸⁰.

Familles monoparentales [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 10 octobre 2023, il lance avec [Philippe Brun](#) un groupe de travail transpartisan sur les familles monoparentales à l'Assemblée nationale, avec pour objectif « d'aboutir à une proposition de loi transpartisane d'ici le premier semestre 2024 »⁸⁴.

Le 8 novembre 2023, à la suite d'une négociation avec le [Gouvernement](#), Boris Vallaud obtient l'accord pour un amendement prévoyant une « allocation exceptionnelle de fin d'année pour les parents élevant seuls des enfants et vivant sous le seuil de pauvreté » à l'occasion de l'adoption du projet de loi de fin de gestion à l'Assemblée nationale⁸⁵. D'un montant compris entre 115 et 200€ par foyer, il est destiné aux familles vivant sous le [seuil de pauvreté](#) (moins de 1 063 € pour une personne seule) pour un coût de 70 millions d'euros. Cette aide, selon la ministre des Solidarités, concernerait 600 000 familles monoparentales. Boris Vallaud souligne son choix de « soutenir [les familles monoparentales] après une année de hausse des prix, mais aussi de donner enfin de la visibilité à cette réalité »⁸⁶.

Peuple ouïghour [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En septembre 2020, Boris Vallaud participe à la création du « Collectif parlementaire de solidarité envers le peuple ouïghour » avec la volonté de « tout faire pour faire fermer ces camps de la honte et défendre la vie et les droits des [Ouïghours](#) »⁸⁷. Dans la continuité de ce travail, le 20 janvier 2022, à l'occasion de la [niche parlementaire](#) du [groupe des députés socialistes](#), l'Assemblée nationale a adopté la proposition de résolution⁸⁸ « portant sur la reconnaissance et la condamnation du caractère génocidaire des violences politiques systématiques ainsi que des crimes contre l'humanité actuellement perpétrés par la République populaire de Chine à l'égard des Ouïghours »^{89,90}.

Droits des personnes LGBT [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Comme président du [groupe socialiste](#), Boris Vallaud inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale en mars 2024 une proposition de loi « portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 », qu'il défend dans *Têtu* en soulignant l'importance d'un « vote de vérité » pour reconnaître les torts causés⁹¹. Le 6 mars 2024, cette proposition de loi est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale^{92,93}.

Synthèse des résultats électoraux [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Présidence du groupe socialiste à l'Assemblée nationale [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

| Année | Parti | Tour unique | | | Issue |
|-------|-------|-------------|---|------|-------|
| | | Voix | % | Rang | |

| | | | | | |
|---------------------------|----|----|--------|-----------------|-----|
| 2022 ⁴⁶ | PS | 26 | 86,67 | 1 ^{er} | Élu |
| 2024 ⁵⁵ | | 66 | 100,00 | 1 ^{er} | Élu |

Élections législatives [modifier | modifier le code]

| Année | Parti | Circonscription | 1 ^{er} tour | | | 2 ^d tour | | |
|---------------------------|-------|---------------------------|----------------------|-------|-----------------|---------------------|-------|-------|
| | | | Voix | % | Rang | Voix | % | Issue |
| 2017 ⁹⁴ | PS | 3 ^e des Landes | 13 636 | 25,33 | 2 ^e | 23 460 | 50,75 | Élu |
| 2022 ⁹⁵ | | | 22 057 | 40,16 | 1 ^{er} | 28 998 | 59,93 | Élu |
| 2024 ⁹⁶ | | | 26 235 | 37,10 | 1 ^{er} | 38 537 | 56,65 | Élu |

Élections départementales [modifier | modifier le code]

| Année | Parti | Canton | 1 ^{er} tour | | | 2 ^d tour | | |
|---------------------------|-------|----------------|----------------------|-------|-----------------|---------------------|-------|-------|
| | | | Voix | % | Rang | Voix | % | Issue |
| 2021 ⁵⁸ | PS | Adour Armagnac | 3 512 | 44,32 | 1 ^{er} | 4 435 | 57,58 | Élu |

Publications [modifier | modifier le code]

- *Un esprit de résistance*, Paris, **Flammarion**, 2021, 144 p. (ISBN 9782080254221).
- *En permanence : Ces vies que je fais miennes*, Paris, **Éditions Odile Jacob**, 2024, 160 p. (ISBN 9782415009489)^{97,98,99}.
- *Nos vies ne sont pas des marchandises. Manifeste pour la démarchandisation*, Seuil, 2026.

Notes et références [modifier | modifier le code]

- ↑ ^a ^b ^{et} ^c Fiche sur le site de l'Assemblée nationale. [archive]
- ↑ Christophe Gautier, « Portrait : Qui est Boris Vallaud, l'époux de Najat Belkacem ? [archive] », 1^{er} mars 2017 (consulté le 21 mai 2017).
- ↑ « Dominique Vallaud [archive] », sur *hachette.fr*, 7 août 2023 (consulté le 26 mars 2024)
- ↑ Mariana Grépinet et Éric Hacquemand, « Najat et Boris Vallaud, chacun son tour » [archive], *Paris Match*, semaine du 19 au 25 octobre 2017, page 80-85.
- ↑ ^a ^b ^{et} ^c Julien Rebutti, « Portrait de Boris Vallaud, le dernier socialiste ? - Les Inrocks [archive] », sur *lesinrocks.com* (consulté le 16 septembre 2021).
- ↑ Corinne Laurent, « Boris Vallaud, artisan d'une alternative de gauche [archive] », sur *la-croix.com*, 12 septembre 2017 (consulté le 17 septembre 2017).
- ↑ Nelly Assénat, « Henri Emmanuelli : "Arrêtez de traiter Boris Vallaud de parachuté !" [archive] », sur *francebleu.fr*, 9 décembre 2016 (consulté le 4 mars 2021).
- ↑ Leandro Carvalho, « Boris Vallaud victime d'une hypertrophie de la main droite : ses confidences sur son handicap de naissance [archive] », sur *Gala*, 9 mai 2026 (consulté le 9 mai 2026)
- ↑ « Boris Vallaud [archive] », sur *lesbiographies.com*.
- ↑ Fiche de Boris Vallaud [archive] sur *sciences-po.asso.fr*

- ↑ Jérémy Pastor, « Qui est Boris Vallaud, le mari de Najat Vallaud-Belkacem ? » [archive], *planet.fr*, 21 juillet 2014
- ↑ « Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes et porte-parole » [archive], *L'Express*, 16 mai 2012.
- ↑ « Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes et porte-parole » [archive], *Le Nouvel Observateur*, 16 mai 2012.
- ↑ « PORTRAIT - Ancien directeur du cabinet d'Arnaud Montebourg à Bercy et époux de Najat Vallaud-Belkacem, Boris

Liens externes

[modifier | modifier le code]

- Ressources relatives à la vie publique ℹ : Assemblée nationale · Haute Autorité pour la transparence de la vie publique · Base Sycomore
- Ressource relative à plusieurs domaines ℹ : Radio France
- Ressource relative à l'audiovisuel ℹ : IMDb
- Notices d'autorité ℹ : VIAF · ISNI · BnF (données) · Archives nationales (France) · IdRef · GND

v · m **Parlementaires des Landes** [afficher]

v · m **Présidents du groupe socialiste à l'Assemblée nationale de la V^e République française** [afficher]



Portail de la politique française



Portail des Landes



Portail du socialisme

Catégories : Secrétaire général adjoint de la présidence de la République française

Président du groupe socialiste (Assemblée nationale)

Député de la XV^e législature de la Ve République | Député de la XVI^e législature de la Ve République

Député de la XVII^e législature de la Ve République | Député des Landes (Cinquième République)

Député membre du Parti socialiste (France)

Député membre du groupe socialiste (Assemblée nationale)

Conjoint ou conjointe d'un ministre de la Cinquième République | Présidence de François Hollande

Conseiller départemental des Landes | Haut fonctionnaire français

Élève de l'Institut d'études politiques de Paris | Élève de l'École nationale d'administration (France)

Naissance en juillet 1975 | Naissance à Beyrouth [+

La dernière modification de cette page a été faite le 9 juillet 2026 à 05:31. La page a été rendue avec Parsoid.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Politique de confidentialité À propos de Wikipédia Avertissements Contact Contacts juridiques & sécurité Code de conduite

Développeurs Statistiques Déclaration sur les témoins (cookies) Version mobile

